



CLASSES EN LUTTE

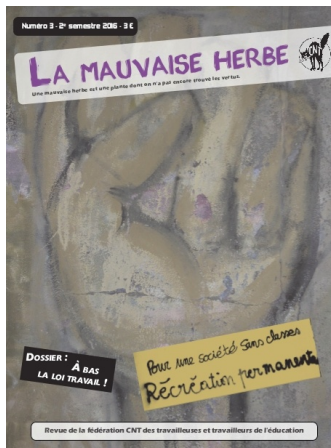
Bulletin de la fédération CNT des travailleurs-euses de l'éducation

n°181, octobre 2017

Exigeons le retrait du
Livret Scolaire Unique
Numérique (LSUN)

*A lire
sur le site la motion
unitaire : Icem, Sud, Cnt..*

La Mauvaise Herbe,
la revue de l'éduc. Abonnez-vous !
Bulletin sur le site de la fédé



Préavis de grève

La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis de grève pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national. Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacés d'expulsion pour défaut de papiers.

Pour nous contacter :
07 82 14 98 31

Public - privé : en GREVE mardi 10 octobre

La rentrée est rude : suppressions de postes (contrats aidés), gel des salaires, jour de carence, démantèlement du Code du Travail, annonces renouvelées contre les retraites et l'assurance chômage... Depuis longtemps, dans la fonction publique et le privé les mesures et réformes rétrogrades se succèdent et détruisent nos conditions de travail. Chacun.e est sommé.e, au mieux de défendre son confort, au pire d'organiser sa survie, alors que quelques-un.e.s s'accaparent tout.

Sans oublier la répression des syndicalistes, des manifestant.e.s ou de celles et ceux qui osent résister dans la rue, dans les ZAD, dans les quartiers populaires ou au travail...

A elles seules, les premières décisions du ministre de l'Éducation résument la société voulue par Macron : compétition, évaluation permanente, suprématie du chef sur les salariés, individualisme et consommation forcée...

Et ça devient de plus en plus compliqué : manque de remplaçant.e.s, précarisation de personnels pourtant essentiels – vie scolaire, AVS, administratifs – manque de formation, salaires dérisoires, flicages multiples : Base-Elève, livret numérique, évaluations nationales, changements de programmes, réformes déconnectées de nos besoins (rythmes scolaires ou du collège), baisse des budgets destinés aux sorties scolaires ou aux classes découvertes, petits chefs rompus au management...

Le gouvernement a décidé de frapper fort, tout en fliquant encore davantage nos vies : désormais l'état d'urgence est inscrit dans le droit commun.

Il est donc nécessaire de nous organiser pour nous retrouver le plus nombreux possible dans la rue contre cette marche vers le 19^e siècle !

Prenons le temps de construire ensemble les outils et les bases d'une société plus juste. On ne transformera rien en un jour, ni non plus en déléguant notre voix à l'un.e ou l'autre leader plus ou moins charismatique...

Menons la grève du 10 octobre, donnons-lui des suites, organisons nous pour mettre en place des solidarités entre nos différents secteurs d'activités. Décidons en AG, reconstruisons ensemble du collectif et des solidarités interprofessionnelles, reprenons le pouvoir sur nos outils de travail. Réinventons nos vies.

Les CP à 12, c'est génial !

Disons-le tout net : on est pour le partage du temps de travail et des richesses. Alors, abaisser les effectifs des élèves par classe, on est vraiment pour. Et 12 élèves en CP, on en a rêvé, Macron l'a fait ! Avec nos consignes syndicales à 25 élèves en REP, on fait vraiment figure de dinosaure ! Comme quoi, quand la volonté politique y est, tout est possible.

Par contre nous dénonçons que les postes aient été pris sur les Rased et autres « maitres.ses plus », au mépris de ces personnels et du travail accompli dans les écoles ces dernières années.

Par ailleurs, la communication présidentielle claironne « 12 en CP » quand seulement 85% des écoles en REP + en bénéficient cette année. C'est profondément injuste, injustifiable et mensonger.

Quant au dispositif, il s'appelle « 100% de réussite au CP », ce qui a quand même de quoi effrayer ! Il s'accompagne de tout un tas d'évaluations en début, au milieu et en fin de CP et impose la syllabique partout. Les « mauvais.e.s élèves » qui-ne-sauront-pas-lire-en-décembre et « les mauvaises enseignant.e.s » qui-ne-leur-auront-pas-appris-à-lire vont être pointé.e.s du doigt. Ca va être sympa l'ambiance dans les écoles et pendant les vacances de décembre !

Tous ces dispositifs qui initient des inégalités entre les personnels et les écoles, créent fatalement de la compétition entre tous et contre tous. De l'isolement et des injustices aussi. Telle école a eu le maitre supplémentaire et l'autre non ! Telle instit a pris le CP à 12 quand telle autre à le CE2 à 28 élèves...

Maitre supplémentaire, CP à 12 mais aussi tous les moyens supplémentaires des REP : autant de mesures qui doivent être de droit. C'est l'école et ses pratiques pédagogiques qui s'en trouveraient chamboulées : se regrouper à deux enseignant.e.s pour une même classe par exemple, c'est penser collectif. Et penser collectif, c'est déjà vivre un autre futur.

Par ailleurs, faire croire que « donner plus à ceux qui ont le moins » (justification aux REP), peut rétablir une quelconque justice sociale, c'est un joli tour de passe-passe ! Car dans le fond, c'est entériner les inégalités sociales et leur fatalité ; c'est renoncer à les combattre aussi. Les moyens des REP ne seront jamais à la hauteur des écoles de Neuilly ou du 16^e arrondissement : les budgets des coopératives d'écoles sont éloquentes à ce sujet. Jamais à la hauteur des moyens culturels non plus.

Pour nous, les classes à 12 élèves se justifient partout, les maitres-ses supplémentaires doivent être généralisé.e.s, les accès aux musées et aux expositions doivent être gratuits et nos salaires augmentés. Partage des richesses et du temps de travail : c'est le sens du progrès !

Mise en place du livret scolaire unique numérique (LSUN), retour des évaluations nationales, nouvelle évaluation des personnels... Il est temps d'imposer des alternatives au management !

27 et 28 novembre 2017 à Paris

2 journées de formation syndicale sur le temps de travail (demande à faire avant les vacances d'automne. Lire les modalités d'inscription sur le tract d'appel en Une du site)

Le LSUN reste d'actualité alors qu'il a fait l'objet de nombreuses oppositions tant éthiques que juridiques. Des évaluations nationales, critiquées, sont à nouveau imposées et sombrent immédiatement dans le ridicule. Alors que le système d'évaluation des personnels basé sur l'inspection-notation était totalement décrédibilisé, il est désormais remplacé par des « Parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR) qui n'arrangent rien.

Quelles ripostes ? Comment refuser l'inspection ? Rendez-vous les 27 et 28 novembre...